

Exposé des motifs

Plan d'aménagement partiel de 1981.

Par règlement grand-ducal du 2 février 1981 a été déclaré obligatoire le plan d'aménagement partiel portant création de zones industrielles à caractère national dans les régions du pays autres que le sud arrêté préalablement par le Conseil de Gouvernement en date du 19 décembre 1980. Ceci a abouti à la création de zones industrielles à caractère national à Wiltz, Diekirch-Erpeldange, Contern et Bertrange- Strassen.

Par ce biais, le Gouvernement a non seulement voulu mettre en œuvre « une politique cohérente » d'aménagement général du territoire en matière de localisation des implantations industrielles, mais également remédier à une situation économique difficile (soit : la restructuration de la sidérurgie et la contraction de l'emploi qui en découlait à la fin des années 1970).

Ce contexte économique et social avait déjà débouché, par décision du Gouvernement en Conseil du 4 août 1978, à l'approbation d'un premier plan d'aménagement partiel, celui portant création de zones industrielles à caractère national dans le sud du pays, le sud du pays étant le plus durement touché. Cependant, et afin de parvenir à un équilibrage du développement économique, il fut jugé utile que la création de zones industrielles devait également trouver un terrain d'application dans les autres régions du pays.

Ainsi, une politique différenciée tenant compte de la vocation particulière de chaque région d'aménagement (Nord, Centre et Est) et visant à répondre à la spécificité des problèmes posés selon la partie du territoire considérée, fut mise en place.

Concernant le Nord, cette politique consista à rapprocher les industries de la population et à bénéficier au maximum de l'infrastructure et des équipements collectifs existants, le tout afin de freiner l'exode rural conséquent à l'arrêt de nombreuses exploitations agricoles d'une part et de stabiliser la répartition territoriale de la population d'autre part.

Plus précisément, concernant la création d'une zone industrielle à caractère national entre la commune d'Erpeldange et de Diekirch, le Gouvernement entendait non seulement consolider le ruban précité en tant que pôle de base pour le développement industriel du nord, mais aussi réaliser une répartition plus équilibrée des emplois industriels à l'intérieur du même ruban et offrir des possibilités d'emplois supplémentaires à la population résidant au nord-est de la zone urbaine nord.

Convention Nordstad de 2006 et l'axe « Ettelbruck-Erpeldange-Diekirch ».

Concernant la Nordstad, le Programme directeur d'aménagement du territoire de 2003 prévoit en effet de « consolider son rôle en tant que pôle d'emplois » et de « revitaliser les quartiers centraux des villes (...) en vue d'y développer la fonction résidentielle, le commerce, les activités socioculturelles et les loisirs ».

C'est dans ce contexte que l'Etat du Grand-duché de Luxembourg signe, le 24 avril 2006, la « Convention pour un développement intercommunal coordonné et intégratif des communes de la Nordstad » avec les communes de Bettendorf, de Diekirch, d'Erpeldange, d'Ettelbruck, de Schieren et de Colmar-Berg, convention visant à mettre sur pied une stratégie de développement commune.

Par la déclaration « Nordstad-principes de développement », texte voté le 22 mai 2008 par délibérations concordantes au sein des six communes signataires de la « convention Nordstad », a été adopté le « Masterplan Nordstad », un document de base informel contenant divers projets pilote et lignes directrices définissant la stratégie conjointe des communes impliquées dans le processus et correspondant au « plan directeur » de la Nordstad.

Parallèlement, le renouvellement urbain de l'axe Ettelbruck – Erpeldange – Diekirch a été initié par le biais de la procédure de la consultation rémunérée, l'objectif ayant été de créer un quartier « nouveau » constituant pour ainsi dire l'«axe névralgique» qui reliera les deux pôles urbains Ettelbruck-Diekirch du centre à développer «Nordstad». La desserte du site étant parfaitement assurée par les réseaux de transports publics et par l'infrastructure routière en place, l'axe Ettelbruck – Erpeldange – Diekirch s'apprête parfaitement à abriter à moyen et long terme un quartier contemporain «mixte» qui sera certes à prédominance économique, mais admettra également la possibilité de la création de nouveaux logements.

Le futur axe central sera dès lors un quartier qui assurera une mixité fonctionnelle à caractère urbain ne correspondant plus aux objectifs du plan d'aménagement partiel de 1981 portant création de zones industrielles à caractère national dans les régions du pays autres que le sud qui cependant le couvre en grande partie.

La zone d'activités « Fridhaff ».

Parmi les projets pilote dont mention au « Masterplan Nordstad » susmentionné, figure la création d'une zone d'activités économiques à caractère régional au site dit Fridhaff, qui devrait correspondre à une superficie de terrains à bâtir brut de 45 hectares, soit une superficie légèrement supérieure à celle couverte par le PAP de 1981 (41,9 ha).

La création de la zone en question permettra la délocalisation et l'installation d'entreprises actuellement sises sur le site de l'axe Ettelbruck – Erpeldange – Diekirch tout en admettant l'exercice d'activités analogues à celles prévues par le PAP de 1981.

Si les délocalisations des entreprises actuellement sises au niveau de l'axe central permettront de procéder au renouvellement urbain de ce dernier, les planifications en cours permettent cependant aux entreprises souhaitant rester à moyen et long terme sur l'axe central de coexister avec les activités à caractère urbain prévues.

La zone d'activités Fridhaff ensemble avec l'axe « Ettelbruck-Erpeldange-Diekirch » feront ainsi de la « Nordstad » un pôle économique d'une nouvelle envergure.

Conclusion.

Lors d'une réunion du comité de pilotage politique « Nordstad » du 6 février 2015, il a été décidé de procéder à l'actualisation du concept urbanistique de l'axe Ettelbruck- Erpeldange- Diekirch en vue de son intégration dans les futurs plans d'aménagement généraux des communes concernées.

Pour ce faire, et en raison de l'incompatibilité des activités envisagées par les différents plans directeurs (établis / en cours d'établissement) concernant l'axe Ettelbruck- Erpeldange- Diekirch avec les objectifs du PAP de 1981 (que sont l'implantation d'activités industrielles et artisanales ainsi

que la constitution de réserves de terrains en vue d'une telle implantation), l'abrogation en deux étapes dudit PAP qui se fera en synchronicité avec les procédures d'adoption et d'entrée en vigueur des futurs PAG des communes de Diekirch et d'Erpeldange, s'impose.

Le présent règlement grand-ducal et l'abrogation partielle du PAP en découlant, répondent à un besoin d'intérêt général en ce qu'ils constituent un premier pas vers le renforcement de la compétitivité et de l'attractivité de la « Nordstad », en permettant l'intégration du plan directeur, le Masterplan, dans les futurs PAG des communes de Diekirch et d'Erpeldange. L'abrogation partielle permettra de même de maintenir, voire de renforcer le rôle de pôle économique de la Nordstad avec la création d'un quartier mixte à prédominance économique sur le site de l'axe central actuellement couvert par le PAP de 1981 et celle de la zone d'activités à caractère régional « Fridhaff ».